

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE QUÉBEC  
DIVISION N° : 01-MONTRÉAL  
COUR N° : 500-11-057462-190  
DOSSIER N° : 41-2581079

COUR SUPÉRIEURE  
Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DE LA  
FAILLITE DE :**

**11641735 Canada inc.**, société dûment constituée en vertu de la loi, et ayant son siège social et son établissement principal au 1, Place Ville-Marie, bureau 2500, Montréal, Québec, H3B 1R1.

Faillie

-et-

**Restructuration Deloitte inc.**

(Benoît Clouâtre, CPA, CA, CIRP, SAI, responsable désigné) ayant une place d'affaires au 1190, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 500, Montréal Québec, H3B 0M7

Syndic

**AVIS AUX CRÉANCIERS DE L'ASSEMBLÉE AJOURNÉE**  
(article 106(2) de la Loi)

Soyez avisés qu'à l'assemblée du 26 novembre 2019, le quorum n'a pas été atteint et par conséquent, il a été décidé que l'assemblée soit reportée au 9 décembre 2019, à 10 h 30, au bureau du syndic situé au 1190, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 500, Montréal, Québec H3B 0M7.

Il est important que tous les créanciers qui n'ont pas encore soumis leur preuve de réclamation le fassent afin de protéger leur droit de participer à toutes distributions éventuelles. La *Liste des preuves de réclamation reçues à ce jour* est jointe au présent avis.

FAIT À MONTRÉAL, ce 29 novembre 2019

RESTRUCTURATION DELOITTE INC.  
Syndic



**Deloitte Restructuring Inc.**  
La Tour Deloitte  
1190 avenue des Canadiens-de-Montréal  
Suite 500  
Montreal QC H3B 0M7  
Canada  
  
Tel: 514-393-7115  
Fax: 514-390-4103  
Email : stornoway@deloitte.ca  
www.insolvencies.deloitte.ca

C A N A D A  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF QUEBEC  
DIVISION N° : 01-MONTREAL  
COUR N° : 500-11-057462-190  
FILE N° : 41-2581079

S U P E R I O R C O U R T  
Commercial Division

**IN THE MATTER OF THE  
BANKRUPTCY OF :**

**11641735 Canada Inc.**, a legal person duly  
incorporated under the Law, having its head office  
and principal place of business at 1, Place Ville-  
Marie, Suite 2500, Montreal, Quebec, H3B 1R1.

Debtor

- and -

**Deloitte Restructuring Inc.**  
(Benoît Clouâtre, CPA, CA, CIRP, LIT, responsible)  
having its place of business at 1190, avenue des  
Canadiens-de-Montreal, Suite 500, Montreal Quebec,  
H3B 0M7

Trustee

**NOTICE TO CREDITORS OF ADJOURNED MEETING**  
(Section 106(2) of the Act)

Take notice that, at the November 26, 2019 meeting, it was unanimously resolved that the meeting be further adjourned to December 9, 2019, at 10:30 a.m., at the office of the Trustee located at 1190 avenue des Canadiens-de-Montréal, Suite 500, Montreal, Quebec H3B 0M7.

It is important for all creditors who have not yet submitted their Proof of Claim to do so in order to protect their right to participate in all possible distributions. The *List of Proofs of Claim received to date* is attached to this notice.

DATED AT MONTREAL, this November 29, 2019

Deloitte Restructuring Inc.  
Trustee

<input type="checkbox"/>	O	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	G	_____

## PREUVE DE RÉCLAMATION

(article 50.1, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2) et 128(1) et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

### dans l'affaire de la faillite de **11641735 Canada inc.**

de Montréal, province de Québec et de la réclamation de \_\_\_\_\_, créancier.

JE, \_\_\_\_\_ (nom du créancier ou du représentant) de \_\_\_\_\_ (ville et province)

CERTIFIE CE QUI SUIT :

1. Je suis le créancier de la débitrice susnommé (ou je suis) \_\_\_\_\_ (poste ou fonction)  
de \_\_\_\_\_ (nom du créancier).

**Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :**

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par la présente formule.
3. La débitrice était, à la date de la faillite, soit le 7 novembre 2019, endettée envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de \_\_\_\_\_ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit ou la déclaration solennelle) ci-annexé et désigné « Annexe A », après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle la débitrice a droit. (L'état de compte ou l'affidavit ou la déclaration solennelle annexée doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)
4. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises)
- ( ) A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
(Autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi).  
En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir de la débitrice à titre de garantie et (Cochez ce qui s'applique) :  
( ) Pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. (Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.)  
( ) Pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je ne revendique pas de droit à un rang prioritaire.
- ( ) B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)
- ( ) C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs de la débitrice, à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à \_\_\_\_\_ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexe une copie des documents relatifs à la garantie.)
- ( ) D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de \_\_\_\_\_ \$.  
(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.)
- ( ) E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi (faillite) au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi (séquestre) au montant de \_\_\_\_\_ \$.
- ( ) F. RÉCLAMATION D'UN EMPLOYÉ RELATIVE AU RÉGIME DE PENSION AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi (faillite) au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi (séquestre) au montant de \_\_\_\_\_ \$.

( ) G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
(À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à la réclamation contre les administrateurs.)  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

( ) H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (ou je ne suis pas lié) (ou le créancier susnommé est lié) (ou le créancier susnommé n'est pas lié) à la débitrice selon l'article 4 de la Loi, et j'ai (ou je n'ai pas) (ou le créancier susnommé a) (ou le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec la débitrice. (Biffez les choix ne correspondant pas à votre situation.)
6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus de la débitrice, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et la débitrice sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi. (Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique.)

( ) Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

FAIT À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

– ou –

\_\_\_\_\_  
(signature du créancier qui est une personne physique)

\_\_\_\_\_  
(nom du créancier qui est une personne morale)

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature, nom et poste ou fonction du représentant)

**REMARQUES :** Si un affidavit ou une déclaration solennelle est joint à la présente formule, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits ou des déclarations solennelles.

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyée par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

**AVERTISSEMENTS :** Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

## PROCURATION GÉNÉRALE

(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) de la Loi)

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE : **11641735 Canada inc.**, faillie

Je (ou nous), \_\_\_\_\_ (nom du créancier ou du représentant), de \_\_\_\_\_ (ville et province),  
créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme \_\_\_\_\_

de \_\_\_\_\_ mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée,  
sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

FAIT À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

– ou –

\_\_\_\_\_  
(signature du créancier qui est une personne physique)

\_\_\_\_\_  
(nom du créancier qui est une personne morale)

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature, nom et poste ou fonction du représentant)

**CETTE FEUILLE DE RENSEIGNEMENTS EST FOURNIE  
AFIN DE VOUS AIDER À REMPLIR LE FORMULAIRE DE PREUVE DE RÉCLAMATION**

- La preuve de réclamation doit être signée par la personne qui la remplit.
- La signature du réclamant doit être attestée par un témoin.
- Indiquer l'adresse complète où tout avis et correspondance doivent être expédiés.
- Le montant sur le relevé de compte doit correspondre au montant réclamé sur la preuve de réclamation.

**PARAGRAPHE 1 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le créancier doit fournir la raison sociale complète de la société ou de l'entreprise.
- Si la personne qui complète la preuve de réclamation n'est pas le créancier lui-même, elle doit préciser son poste ou sa fonction.

**PARAGRAPHE 3 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Un relevé de compte détaillé ainsi que les factures s'y rapportant doivent accompagner la preuve de réclamation.

**PARAGRAPHE 4 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Les créanciers doivent compléter ce paragraphe en fonction de la nature de leur réclamation.

**PARAGRAPHE 5 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le réclamant doit indiquer s'il est ou n'est pas lié au débiteur, au sens de la définition de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Encercler, souligner ou biffer les mots « sont » ou « ne sont pas » selon le cas.

**PARAGRAPHE 6 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le réclamant doit fournir une liste détaillée identifiée « B » de tous les paiements reçus et/ou crédits accordés, soit :
  - au cours des trois mois précédant la faillite ou la proposition, dans le cas où le réclamant et le débiteur ne sont pas liés.
  - au cours des douze mois précédant la faillite ou la proposition, dans le cas où le réclamant et le débiteur sont liés.

**THIS INFORMATION SHEET IS SUPPLIED  
IN ORDER TO ASSIST YOU IN COMPLETING THE PROOF OF CLAIM FORM**

- The proof of claim must be signed by the individual completing the form.
- The signature of the claimant must be witnessed.
- Give the complete address where all notices and correspondence are to be forwarded.
- The amount on the statement of account must agree with the amount claimed on the proof of claim.

**PARAGRAPH 1 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- Creditor must state full and complete legal name of company or firm.
- If the person completing the proof of claim is not the creditor himself, he must state his position or title.

**PARAGRAPH 3 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- A detailed statement of account together with supporting documentation must accompany the completed proof of claim.

**PARAGRAPH 4 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must tick the appropriate paragraph and must provide information as requested.

**PARAGRAPH 5 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must indicate whether he is or is not related to the debtor, as defined in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, by encircling, underlining or striking out “are” or “are not” as the case.

**PARAGRAPH 6 OR THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must attach a detailed list marked “B” of all payments received and/or credits granted, as follows:
  - within the three months preceding the bankruptcy or the proposal, in the case where the claimant and the debtor are not related;
  - within the twelve months preceding the bankruptcy or the proposal, in the case where the claimant and the debtor are related.

<input type="checkbox"/>	O	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	G	_____

## PROOF OF CLAIM

(Section 50.1, subsections 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2), 128(1), and paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b) of the Act)

### in the matter of the bankruptcy of 11641735 Canada Inc.

of Montreal, Province of Quebec and the claim of \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_, creditor.

I, \_\_\_\_\_ (name of creditor or signing officer) of \_\_\_\_\_ (city and province)

DO HEREBY CERTIFY:

1. That I am a creditor of the above-named debtor (or that I am) \_\_\_\_\_ (position or title)  
of \_\_\_\_\_ (name of creditor or signing officer).

**All notices or correspondence regarding this claim must be forwarded to the following address:**

**Phone:** \_\_\_\_\_ **Fax:** \_\_\_\_\_ **E-mail:** \_\_\_\_\_

2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim referred to below.
3. That the debtor was, at the date of bankruptcy, namely the November 7, 2019 and still is, indebted to the creditor in the sum of \$ \_\_\_\_\_, as specified in the statement of account (or affidavit or solemn declaration) attached and marked "Schedule A" after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. **(The attached statement of account, or affidavit or solemn declaration must specify the vouchers or other evidence in support of the claim.)**
4. **(Check and complete appropriate category)**
- ( ) A. UNSECURED CLAIM OF \$ \_\_\_\_\_.  
**(Other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)**  
That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor as security and **(Check appropriate description):**  
( ) Regarding the amount of \$ \_\_\_\_\_, I claim a right to a priority under section 136 of the *Bankruptcy and Insolvency Act. (Set out on an attached sheet details to support priority claim.)  
( ) Regarding the amount of \$ \_\_\_\_\_, I do not claim a right to a priority;*
- ( ) B. CLAIM OF LESSOR FOR DISCLAIMER OF A LEASE OF \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, particulars of which are as follows: **(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)**
- ( ) C. SECURED CLAIM OF \$ \_\_\_\_\_.  
That in respect of this debt, I hold assets of the debtor valued at \$ \_\_\_\_\_ as security, particulars of which are as follows: **(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security, and attach a copy of the security documents.)**
- ( ) D. CLAIM BY FARMER, FISHERMAN, OR AQUACULTURIST OF \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of \$ \_\_\_\_\_.  
**(Attach a copy of sales agreement and delivery receipts.)**
- ( ) E. CLAIM BY WAGE EARNER OF \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.3(8) of the Act (bankruptcy) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.4(8) of the Act (receivership) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.
- ( ) F. CLAIM BY EMPLOYEE FOR UNPAID AMOUNT REGARDING PENSION PLAN OF \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.5 of the Act (bankruptcy) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.6 of the Act (receivership) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.

( ) G. CLAIM AGAINST DIRECTOR OF \$ \_\_\_\_\_.

**(To be filed when a proposal provides for the compromise of claims against directors.)**

That I hereby make a claim under subsection 50(13) of the Act, particulars of which are as follows: **(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)**

( ) H. CLAIM OF A CUSTOMER OF A BANKRUPT SECURITIES FIRM OF \$ \_\_\_\_\_.

That I hereby make a claim as a customer for net equity as contemplated by section 262 of the Act, particulars of which are as follows: **(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)**

5. That, to the best of my knowledge, I am **(or I am not)** **(or the above-named creditor is)** **(or the above-named creditor is not)** related to the debtor within the meaning of section 4 of the Act, and have **(or have not)** **(or has)** **(or has not)** dealt with the debtor in a non-arm's-length manner. **(Strike out choices that do not correspond to your situation.)**

6. That the following are the payments that I have received from, the credits that I have allowed to, and the transfers at undervalue within the meaning of subsection 2(1) of the Act that I have been privy to or a party to with the debtor within the three months **(or, if the creditor and the debtor are related within the meaning of section 4 of the Act or were not dealing with each other at arm's length, within the 12 months)** immediately before the date of the initial bankruptcy event within the meaning of subsection 2(1) of the Act: **(Provide details of payments, credits and transfers at undervalue.)**

**(Applicable only in the case of the bankruptcy of an individual.)**

( ) I request that a copy of the report filed by the trustee regarding the bankrupt's application for discharge pursuant to subsection 170(1) of the Act be sent to the above address.

DATED AT \_\_\_\_\_, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
**(signature and name of witness)**

\_\_\_\_\_  
**(signature of creditor who is an individual)**

- or -

\_\_\_\_\_  
**(name of corporate creditor)**

\_\_\_\_\_  
**(signature and name of witness)**

\_\_\_\_\_  
**(signature, name and position or title of signing officer)**

**NOTES:** If an affidavit or solemn declaration is attached, it must have been made before a person qualified to take affidavits or solemn declarations.

If a copy of this Form is sent electronically by means such as email, the name and contact information of the sender, prescribed in Form 1.1, must be added at the end of the document.

**WARNINGS:** A trustee may, pursuant to subsection 128(3) of the Act, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in a proof of security, by the secured creditor.

Subsection 201(1) of the Act provides severe penalties for making any false claim, proof, declaration or statement of account.

## PROXY

(Subsections 102(2) and paragraphs 51(1)(e) and 66.15(3)(b) of the Act)

IN THE MATTER OF THE BANKRUPTCY OF: **11641735 Canada Inc.**, a bankrupt

I **(or we)**, \_\_\_\_\_ **(name of creditor or signing officer)**, of \_\_\_\_\_ **(city and province)**

a creditor in the above matter, hereby appoint \_\_\_\_\_

of \_\_\_\_\_ to be my **(or our)** general proxy in the above matter, except as to the receipt of dividends, with **(or without)** power to appoint another general proxy in his **(or her)** place.

DATED AT \_\_\_\_\_, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
**(signature and name of witness)**

\_\_\_\_\_  
**(name of creditor who is an individual)**

- or -

\_\_\_\_\_  
**(name of corporate creditor)**

\_\_\_\_\_  
**(signature and name of witness)**

\_\_\_\_\_  
**(signature, name and position or title of signing officer)**



---

**Restructuration Deloitte Inc.****Claims Register**

In the matter of the bankruptcy of  
11641735 Canada Inc.  
of the City of Montréal, in the Province of Quebec

Insolvency Date: 07-Nov-2019

Estate Number: 41-2581079

---

<i>Creditor Name</i>	<i>Proof of Claim?</i>	<i>Claim Status</i>	<i>Rank / Class</i>	<i>SOA Amount</i>	<i>Amount Filed</i>	<i>Admitted for Dividend</i>
<b>Unsecured creditors</b>						
1. CRA - Tax - Pacific Attn: Pacific Insolvency Intake Centre	No	Not proved			1.00	
2. Ministre des Finances et de l'Économie du Québec	No	Not proved			74,166,679.94	
3. Ministry of Finance - ON PST, EHT & Other Taxes Attn: Mrs. Asta Alberry	No	Not proved			1.00	
4. Revenue Services of British Columbia	No	Not proved			1.00	
5. WorkSafeBC - Collections Department	No	Not proved			1.00	
Total : Unsecured creditors					<u>74,166,683.94</u>	
				Grand Total:	74,166,683.94	

---